

hebdo communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Commémoration
Le 19 mars 1962

p.3

César 2021 du meilleur film d'animation

JOSEP

UN FILM DE AUREL

Un César pour la mémoire



2€ - N°3873 - Semaine du 19 au 25 mars 2021

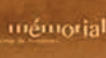


• **Société**

Les jeunes et la violence p.7

• **Luttes sociales**

Les intermittents ne lâchent rien p.4 et 9



En même temps...



Lundi, le président de la République a décidé de suspendre la vaccination avec AstraZeneca alors même que son Premier ministre affirmait le matin même qu'« il faut avoir confiance dans le vaccin et se faire vacciner ». Un revirement subi qui apparaît comme politique plutôt que scientifique, la décision étant intervenue après la suspension de ce vaccin par plusieurs pays européens.

A l'heure où s'écrit cet article, bien malin qui peut dire ce qu'il en sera quand le journal sera publié... La seule certitude, c'est que la suspension de ce vaccin, si elle était prolongée, aurait une incidence sur la campagne vaccinale qui patine toujours alors même que l'épidémie, elle, ne ralentit pas, bien au contraire.

Mais il est, par contre, un secteur où l'incertitude ne règne pas, c'est celui de la politique du gouvernement en matière sociale. Toujours autant de beaux discours et de promesses ronflantes et toujours rien, ou si peu, pour venir en aide aux millions de nos concitoyens victimes de la crise sociale.

Devant le refus de prendre en compte la détresse des jeunes, à l'appel quatorze associations et syndicats de jeunesse, les étudiants, les lycéens, les jeunes précaires se sont mobilisés dans la rue pour demander, en particulier, « un plan d'urgence de 1,5 milliard d'euros contre la précarité », ce qui est bien peu si l'on pense aux 700 milliards versés, sans aucune condition, aux entreprises... dont certaines ne se sont pas privées de supprimer des emplois !

En même temps, les intermittents ont poursuivi et multiplié les occupations de lieux culturels pour exiger une nouvelle année blanche, mais surtout pour s'opposer à la dernière version de la réforme de l'assurance chômage qui, à partir du 1er juillet, va durcir les conditions d'accès aux indemnités, pénalisant singulièrement les travailleurs qui enchaînent des contrats courts.

En même temps, la prime de 1000 euros annoncée lundi pour les travailleurs de deuxième ligne ne suffira pas à faire taire les mécontentements qui s'étendent. D'autant qu'elle est au bon vouloir des employeurs et que le Medef a déjà dit qu'il n'était pas sûr que les entreprises en aient les moyens... Nous sommes donc bien loin de « l'augmentation des salaires » réclamée par les secrétaires généraux de la CGT et de FO.

En même temps, la Bourse bat de nouveaux records. Il faut dire que notre CAC 40 reste un haut lieu du ruissellement... des dividendes. Si l'an dernier, 24 de nos multinationales étaient passées outre aux appels du gouvernement à ne pas verser de dividendes, cette année, elles sont 33 firmes, parmi les 37 à avoir déjà communiqué leurs résultats 2020, qui promettent de plantureux dividendes. De ce côté-là, il n'y a pas de crise...

Annonces

Solidarité avec les étudiant.e.s

Samedi 20 mars de 10h à 12h - Marché de Céret
Du lundi 22 mars au samedi 27 mars de 10h à 12h - Maison des communistes - Prades
Samedi 27 mars de 10h à 12h - Carrefour-Market à Céret

La culture à l'air libre

Manifestation revendicative et artistique
Samedi 20 mars à Elne, place de la République, de 10h à 12h. A Cabestany, parc Guilhem, de 15h à 17h.
Dimanche 21 mars de 10h à 12h caves Ecoiffier à Alenya

Hommage aux femmes républicaines espagnoles internées au camps d'Argelès-sur-Mer

Mardi 23 mars à 15h - Entrée du camps à Argelès-sur-Mer

Français originaires d'Algérie ET progressistes, bien sûr que ça existe !



Bon de commande

Nom et prénom :

Adresse :

Je commande exemplaires du numéro spécial « Cent ans du PCF ».

Je joins un chèque de : 5 € x = €

à l'ordre du Travailleur Catalan.

A retourner avec le chèque à :
Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades, 66000 – PERPIGNAN.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérante / Directrice de publication :

Eulalie Arabia
Administrateur
Remi Cathala

Conception

Priscilla Beauclair/ Nicolas
Movala

Une : © affiche Josep film

Illustrations : © Delgé Impression

Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède -
66200 Elne (France)

Webmaster

Priscilla
Beauclair / Dominique
Gerbault

Publicité Richard
Siméon



Journal Le Travailleur Catalan Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER

6 mois : 40€

1 an : 78€

Site+papier

1 an : 100€

Site 1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Le 19 mars, la fin d'un cauchemar

Entretien. C'est à Ortaffa que Jacky Mallea, un des fondateurs de l'association des Pieds Noirs Progressistes et de leurs Amis, nous a reçus pour nous parler du 19 mars 1962.

Pour vous, que représente le 19 mars 1962 ?

Je suis né en 1940 à Guelma, non loin de la frontière tunisienne. À mon appel dans l'armée, pour ne pas participer à une guerre absurde, je me suis engagé comme moniteur de la jeunesse algérienne. Après une formation de six mois à Issoire, je retourne dans les Aurès, où je vais, jusqu'en mars 1962, m'occuper de jeunes Algériens.

J'habitais rue de l'église et il m'est arrivé de voir, dans la journée, jusqu'à dix cercueils de jeunes militaires passer sous ma fenêtre. À l'armée, à El Madher dans les Aurès, ma chambre était à proximité du lieu où se pratiquait la torture, j'entendais les cris. C'était insupportable...

Donc le 19 mars fut pour moi, comme pour les Algériens, une libération. Ce fut la fin d'un cauchemar et un immense soulagement vis-à-vis de tous ces jeunes Français qui se battaient et mouraient sans comprendre ce qu'ils venaient faire là.



Jacky Mallea, fondateur de l'association des Pieds Noirs Progressistes et leurs Amis.

Tous les 19 mars, je suis en totale communion avec tous ces jeunes qui sont revenus traumatisés, toutes les familles qui ont perdu un des leurs sur le sol de mon pays natal.

Qu'avez-vous fait après le 19 mars ?

Depuis un certain temps, on savait qu'on allait vers l'indépendance et j'avais

l'intention de rester en Algérie. Mais un ami algérien m'a expliqué que, suite aux exactions de l'OAS, la situation pouvait devenir dangereuse pour les Algériens d'origine européenne comme moi. Alors je suis rentré en France en juillet 1962.

Depuis 1977, je retourne régulièrement à Guelma où je maintiens des liens très forts qui prouvent que cette guerre

n'était pas la nôtre.

Que pensez-vous des diatribes de Louis Aliot après la publication du rapport Stora ?

Louis Aliot, en rejetant le rapport Stora, nie toutes les réalités historiques. Il se fait le défenseur d'une Algérie française qu'il n'a jamais connue. Avec ses amis « nostalgiques », il rappelle les morts d'après le 19 mars 1962. Puis-je lui rappeler que le 23 mars, à Alger, les commandos de l'OAS ont tué 12 jeunes appelés et en ont blessé des dizaines d'autres dans des embuscades. Si l'OAS n'avait pas poursuivi sa politique de terre brûlée, il n'y aurait pas eu de représailles et les tueries d'Oran n'auraient pas eu lieu. Mais monsieur Aliot, plutôt que de contribuer à une réconciliation des Français et des Algériens autour d'une histoire commune, préfère mettre de l'huile sur le feu à coups de déclarations racistes.

René Granmont

Aliot tombe le masque

Commémoration. Le maire de Perpignan, Louis Aliot, a annoncé sur Facebook vouloir «rétablir la vérité» sur la guerre d'Algérie.

Le 2 mars, Emmanuel Macron a reconnu la torture et l'assassinat d'Ali Boumendjel, avocat algérien tué par l'armée française en 1957. Cette décision n'a pas été du goût de Louis Aliot qui a accusé le président de la République « d'ouvrir la boîte de Pandore » et le rapport Stora d'être une « arme idéologique aux conséquences incalculables ». L'édile perpignanaise a, dans la foulée, annoncé la tenue d'une grande exposition le 19 mars sur « les atrocités commises par le FLN et ses complices politiques en France ». Pour la section perpignanaise du PCF, le maire de la ville « ne veut donc pas que les historiens se mêlent de l'histoire, il ne veut pas que la vérité émerge des archives, il ne veut pas que [...] les deux peuples se rapprochent pour cicatrifier les blessures et se projeter dans un avenir de paix et de coopération ». Mais qu'est-ce qui effraie tant Louis Aliot ? Peut-être que l'on rappelle que les fondateurs de son parti ont été de fervents soutiens de l'OAS, responsables de plusieurs milliers de morts, et que certains d'entre eux, à l'image de Jean-Marie Le Pen, sont accusés d'avoir

participé à des actes de torture.

Un anticommunisme virulent

Suite au communiqué de presse du PCF Perpignan, Louis Aliot a, peut-être pour la première fois depuis le début de son mandat, montré son vrai visage. Celui d'une extrême-droite raciste, violente, manipulatrice qui, plutôt que de répondre sur le fond, se vautre dans l'anticommunisme en usant de sa rhétorique traditionnelle. « Islamo-gauchistes », « indigénistes », « anticolonialistes » dans son communiqué du 9 mars, il ne manque pas d'inventivité pour décrire les communistes ! Ces derniers seraient « vendus au système ». Parle-t-il ici du capitalisme qui détruit la planète, exploite les travailleurs et perpétue la domination patriarcale ? Non bien sûr. Pour le PCF Perpignan « en cherchant à dévoyer les colères, en répandant la confusion, il en est un des plus sûrs garants. C'est pour cette raison qu'il voit dans les communistes son principal adversaire. Sur ce point, il n'a pas tort ».

David Arabia

Le 19 mars appartient à l'histoire

Commémoration. Pour Jean Vila, maire de Cabestany, le 19 mars 1962, c'est la fin de la guerre d'Algérie.

Les propos de Louis Aliot, maire de Perpignan, au sujet de la commémoration du 19 mars 1962 ont le don d'irriter Jean Vila, maire de Cabestany et conseiller communautaire de la Communauté urbaine de Perpignan : « il a les mêmes positions sur cette fin de guerre que l'ancien maire qui s'était permis de mettre le drapeau de la République en berne ! Ce qu'il dit à propos de l'Algérie n'est pas nouveau, il reste dans la lignée de Jean-Marc Pujol ! C'est proprement scandaleux ! » Jean Vila a participé à la guerre d'Algérie, il se souvient : « J'y étais et je peux dire qu'autour de moi, il n'y avait pas un combattant qui n'était pas content de la fin de la guerre. Le service militaire s'en trouvait écourté et on pouvait rejoindre nos familles. Le 19 mars, c'est aussi l'hommage aux 30 000 appelés qui sont morts là-bas ».

Lorsqu'il était député, l'édile de Cabestany a été rapporteur sur ce sujet. Il rappelle : « la journée de commémoration du 19 mars a été votée par les députés et le Sénat, c'est une décision parlementaire contrairement au 5 décembre que la droite et le RN veulent nous imposer qui est un décret du président de la République. » Le maire de Perpignan s'offusquant des morts d'après guerre, Jean Vila rectifie : « ce n'est pas qu'en Algérie qu'il y a eu des morts après le conflit, pour le FLN qui était une armée de libération de la colonisation, les harkis étaient des collaborateurs, des traîtres. En 1945 il y a aussi eu des règlements de comptes, des collabos et miliciens tués et des femmes rasées et tuées. C'est pour cela qu'il ne faut plus de guerre ! » Il conclut : « Je suis outré par les paroles d'Aliot qui sont les mêmes que Pujol, ce sont des révisionnistes de l'histoire et des nostalgiques du colonialisme. » Le 19 mars, il fera une déclaration publique à la session de la communauté urbaine avant d'aller commémorer la fin de la guerre d'Algérie à Cabestany.

Ray Cathala

Graine de violence ?

Rixes entre jeunes. Le phénomène qui a fait la Une des journaux n'est pas nouveau et appelle des solutions de fond incompatibles avec les réactions viscérales.

Les bagarres entre bandes d'adolescents qui ont eu lieu ces dernières semaines, entraînant des morts violentes, ont mobilisé les chaînes d'information en continue comme les ministres.

Si ces événements sont dramatiques, ils méritent autre chose que des réactions viscérales, mais de se pencher dessus pour, sans amalgame trop rapide, en analyser les causes pour avancer des solutions. Contrairement à ce qui a été largement répété, il n'y a pas recrudescence des violences entre bandes rivales. « C'est un phénomène aussi ancien que les bandes » explique Gérard Mauger, sociologue, directeur de recherches émérite au CNRS, qui cite les blousons

noirs des années 1950 ou les loubards des années 70.

Ces bandes, aujourd'hui, réunissent le plus souvent des garçons des classes populaires, plutôt précarisés, très souvent en échec scolaire, qui se regroupent sur la base de leurs proximités sociale et géographique. Ils sont au chômage, dans de petits boulots, des stages de courte durée... L'existence des réseaux sociaux qui permettent de mettre en scène les affrontements est probablement un facteur d'accélération du phénomène en permettant de cultiver non pas la fraternité et l'altérité, mais plutôt le rejet de l'autre, la haine et le clanisme. De même, on peut se demander si l'extrême médiatisation de ces faits n'est pas un

encouragement involontaire à ce genre d'événements.

Mobiliser l'État social

Comme le souligne le sociologue Laurent Mucchielli, il faut « sortir de l'espèce de surréaction et d'immédiateté parce que le résultat est toujours le même », à savoir l'annonce de renforts de police. Or il est évident que ce n'est pas une patrouille de plus qui va régler fondamentalement les raisons pour lesquelles il y a ces affrontements.

On ne peut pas prétendre régler ces problèmes de violences s'il n'y a pas un travail sur les causes de la délinquance. Il faut lutter contre l'échec scolaire en redonnant des moyens à l'école où,

à force de rogner sur l'ensemble des postes de surveillants, de médecins scolaires, de psychologues, de réduire les équipes éducatives, beaucoup d'enfants harcelés ne trouvent plus de lieu où se confier sur leurs difficultés. Il faut lutter contre la paupérisation et la dislocation des familles, le chômage endémique... La mobilisation de l'État social reste la chose fondamentale pour leur permettre d'avoir une vie « normale » : un boulot à peu près stable, se marier, avoir des enfants. Et ça pose des questions budgétaires : quand l'essentiel des moyens est mis dans la vidéosurveillance ou l'armement des polices, que reste-t-il pour travailler sur le fond ?

René Granmont

La santé publique victime de cyber-attaques

Cyber-criminalité. De plus en plus d'hôpitaux deviennent des cibles privilégiées.

La dépendance numérique des hôpitaux en fait des cibles privilégiées vis à vis des cyber-attaques. À chaque attaque informatique, le corps médical n'a plus accès aux dossiers des patients.

Le syndicat CGT de Thales, géant français de l'électronique, de l'aéronautique et de la défense, s'est penché sur la question. Il propose de « construire une stratégie industrielle pour sécuriser et rendre viable l'écosystème numérique de nos hôpitaux ».

Il n'y a plus « de filière des équipements médicaux en France. Alors que Thales a beaucoup de technologies pouvant être transposées au sanitaire, par exemple l'imagerie médicale », explique Grégory Lewandowski syndicaliste. « Thales sécurise les transactions dans le secteur bancaire, c'est donc aussi faisable pour les hôpitaux publics français », assure-t-il.

Le syndicat porte plusieurs propositions afin de répondre aux besoins de sécurité sur Internet pour les agents de la santé. La première serait de développer les outils informatiques en « concertation » avec les soignants.

Des services informatiques abandonnés

Dans cette liste d'outils, la CGT de Thales affirme : « Plutôt que de faire appel à des sociétés externes qui sous-traitent, il faut redévelopper les services informatiques des hôpitaux. Ils n'ont pas été la priorité pendant des années. C'est plus facile d'attaquer un hôpital qu'une banque ».

Enfin, une solution serait de sécuriser les outils informatiques eux-mêmes. Souvent les failles viennent des composants. « En Europe, nous avons peu de producteurs de composants électroniques, il faudrait d'abord les sécuriser puis passer à la protection des logiciels. » L'idée est de reconstruire une filière de la cyber-sécurité française capable de répondre aux attaques incessantes venant du net, à tous les niveaux.

Dominique Gerbault

Epidémie de révolte dans les théâtres français

Luttes sociales. Les uns après les autres, les théâtres et lieux culturels français sont occupés. La revendication première est le retrait de la réforme de l'assurance-chômage.

Depuis début mars, à l'initiative des intermittents du théâtre de l'Odéon à Paris, on assiste à une véritable épidémie de révolte en France. Plus de 27 théâtres sont occupés et autant de rassemblements sont organisés dans de grandes et moyennes villes. À Perpignan, le représentant de la CGT66 et l'ensemble des professionnels du spectacle ont lancé une initiative locale

Des revendications claires

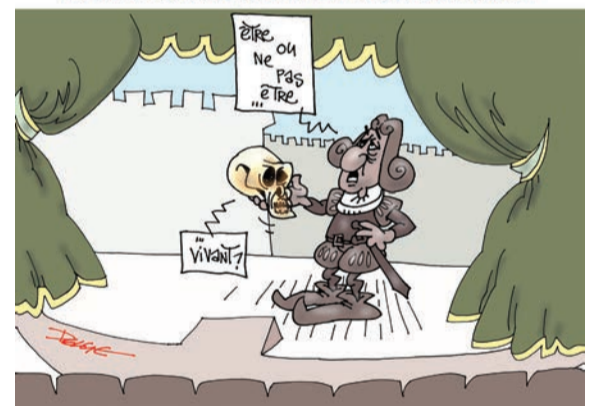
Les intermittents du spectacle et de l'emploi qui subissent depuis plus d'un an la mise à l'arrêt de leur outil de travail, ont communiqué leurs revendications : retrait de la réforme de l'assurance chômage, réouverture des lieux culturels, prolongement et extension de l'année blanche à tous les précaires. Cette contestation sociale d'une ampleur inédite devient vitale pour l'ensemble des travailleurs de ce secteur.

Un appel est lancé pour une amplification du mouvement et une convergence des luttes.

Le gouvernement lâche quelques miettes

Une fois de plus, le gouvernement gère cette crise avec arrogance et mépris. Après la ministre de la Culture, qui s'est invitée par surprise à l'Odéon et qui estime que l'occupation des théâtres est « inutile » et « dangereuse pour le mobilier du patrimoine », c'est le Premier ministre qui a annoncé des mesurées largement insuffisantes face à l'étendue de la crise. Les droits au chômage des

Et il va durer encore longtemps, cet entracte mortel, Roselyne-la-praline ?



intermittents seraient repoussés jusqu'en août 2021, pour ceux qui pourront y accéder.

Soutien de tous les secteurs en crise

À l'Odéon, ils ont été rejoints par les personnels de l'événementiel, du tourisme, de la restauration, des intérimaires et des étudiants aux Beaux-Arts. À Nantes les livreurs des plateformes ont rejoint les intermittents. À Orléans, ce sont les cheminots qui sont venus soutenir les artistes. Ils réclament du travail et une protection sociale pour toutes et tous. Des artistes tels Daniel Robin-Renucci, Jeanne Balibar et Corinne Masiero sont intervenus (chacun à leur façon) pour soutenir ce mouvement. Une pièce importante se joue pour tous les artistes intermittents, les précaires et les oubliés du système. Le retrait de la réforme de l'assurance-chômage et la reconnaissance de la culture comme un bien essentiel en seront-ils l'acte final ?

Joëlle Allemand

Le gouvernement Sanchez fragilisé ?

Espagne. L'exécutif espagnol (PSOE/Un-Podemos) est en difficulté face aux péripéties politiques en cours dans certaines régions.

La leur d'espoir permettant à la Catalogne de surmonter ses tensions dans une confrontation d'urgence sociale n'a pas eu lieu. Côté Castille, ça bouge, dans un autre contexte. Pendant ce temps, la crise économique et sociale fait des ravages à un niveau encore bien plus élevé qu'en France, dans une ambiance où la jeunesse se révolte et survit dans le spectre du « no futur ».

En Catalogne

Laura Borràs, la nouvelle présidente du Parlement catalan, élue vendredi 12 mars au deuxième tour, à la majorité simple, est issue du parti Junts per Cat (proche de Puigdemont). Elle n'a pas bénéficié des votes de la CUP (extrême gauche indépendantiste) en raison d'une affaire de malversation financière la concernant. Pour la présidence de la Generalitat, ce sera logiquement une ou un président de l'ERC (gauche indépendantiste).

En lot de consolation, tous les partis (hors Parti populaire) ont empêché le groupe VOX (extrême droite) d'avoir des représentants même symboliques dans les instances exécutives de la Catalogne. Mais, En-Comu (issue d'Un-Podemos) a aussi été écarté pour n'avoir pas accepté de participer à la gouvernance de l'ERC avec Junts. Quant au PSC (branche catalane du PSOE), qui a obtenu le plus de voix aux élections, il reste isolé dans l'opposition.

C'est sur ce fond électoral sous tension que les

trois députés européens, indépendantistes, Carles Puigdemont, Toni Comin et Clara Ponsati, ont subi par le vote majoritaire du Parlement européen, la levée de leur immunité parlementaire permettant à la justice espagnole de reprendre les poursuites. Le risque est grand qu'ils ne subissent le même sort, à savoir un procès unique, que les neuf prisonniers politiques actuels qui ont déjà purgé trois ans de prison.

En Castille

Le mouvement Ciudadanos (centre droit) avait participé aux alliances avec le PP (droite) dans trois régions Murcie, Madrid puis Castille-Leon. Celles-ci sont entrées en crise le 10 mars, un effet domino qui aura des conséquences nationales.

L'explosion du pouvoir autonome de ces trois régions, qui représentent à elles seules plus de 10 millions d'habitants, aura certainement valeur de test. Au niveau du pouvoir central, les manœuvres tendant à remettre en cause la participation d'Un-Podemos à la majorité gouvernementale battent leur plein. Nous saurons alors si, comme en France, l'extrême droite tirera les marrons du feu d'une situation où la coalition de gauche au pouvoir peine à faire passer des réformes sociales à la hauteur de la crise.

Yvon Huet

La Cour pénale internationale ouvre une enquête en Palestine

Fatou Bensouda, la procureure générale de la CPI, a déclaré qu'il y avait un « *fondement raisonnable* » pour ouvrir une enquête sur des crimes commis en Palestine au cours de la guerre à Gaza en 2014.

Les juges de la CPI avaient ouvert la voie en déclarant que la Cour était compétente pour les faits survenus dans les Territoires palestiniens occupés. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait tonné en déclarant dans un communiqué que le tribunal avait « *une nouvelle fois prouvé qu'il est un organe politique et pas une institution judiciaire* ». Contrairement à la Palestine, Israël n'est pas membre de la CPI.

Il y a un an, la procureure Fatou Bensouda souhaitait déjà une enquête complète en expliquant que la CPI avait pour seul objectif de « *s'acquitter de la mission dont elle a été investie par la communauté internationale, à savoir la lutte contre l'impunité des auteurs de crimes visés par le Statut de Rome, quels qu'ils soient, afin de prévenir de tels crimes à l'avenir* ».

Dominique Gerbault

Non aux armes explosives

ONU. Les négociations contre les bombardements en zones peuplées reprennent le 3 mars.

A quand la fin des armes explosives ?



Des négociations internationales se tiennent depuis le 3 mars, concernant un accord qui protégerait les populations civiles contre les bombardements. A cette occasion, le sénateur Pierre Laurent (PCF), le député Matthias Höhn (Die Linke) et Handicap International ont pris l'initiative d'un appel pour interdire les armes explosives en zones peuplées (Ewipa). Ce type d'engins de destruction blesse et tue des dizaines de milliers de civils chaque année dans le monde. Les souffrances humaines et les dommages aux infrastructures essentielles et à l'environnement persistent des décennies après la fin des combats.

Contre les intérêts des complexes militaro-industriels

Les gouvernements doivent s'impliquer dans les négociations internationales en cours sur une déclaration politique contre l'utilisation d'Ewipa. Or, la France en particulier s'y oppose. En raison de la pandémie de Covid-19, les consultations ont été ajournées. Cependant, les souffrances des civils touchés par les armes explosives se poursuivent. Les habitants qui ont survécu aux bombardements quittent les lieux pour survivre car les infrastructures (réseaux d'eau et d'électricité, écoles, hôpitaux, ponts...) sont détruites, ce qui les condamne à errer pour tenter de trouver une zone moins exposée.

Protéger les populations civiles, premières victimes

Des députés et sénateurs des parlements français et allemand affirment, dans un texte publié sous forme de pétition, qu'il est impératif que la communauté internationale élabore de nouvelles normes qui protègent les civils et leurs infrastructures. La déclaration politique, disent-ils, ne doit pas relativiser les effets humanitaires évidents et bien documentés de l'utilisation d'Ewipa. Elle devrait reconnaître notamment, que l'utilisation d'armes explosives à large rayon d'impact en zones peuplées cause systématiquement des victimes civiles et doit être évitée à l'avenir, comme le demandent le secrétaire général des Nations unies et le Comité International de la Croix-Rouge. Cette déclaration doit également contenir des dispositions strictes sur l'assistance aux victimes.

R. R.

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30



TOURRES JEAN
Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu

Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

PROMOTION

Lula réhabilité

Brésil. Le leader historique de la gauche brésilienne et du Parti des Travailleurs a vu sa condamnation pour corruption annulée.



Un juge de la Cour suprême, Edson Fachin, a décidé d'annuler les quatre condamnations pour corruption qui frappaient l'ex-président de gauche, cible d'une machination judiciaire. Lula recouvre ainsi ses droits politiques. Le magistrat a estimé que le tribunal de Curitiba (sud) n'était « pas compétent » pour juger ces affaires. « Nous attendons l'analyse juridique de la décision du juge Fachin, qui a reconnu avec cinq ans de retard que Sergio Moro n'aurait jamais dû juger Lula », a aussitôt réagi, prudente, Gleisi Hoffmann, la présidente du Parti des travailleurs (PT). Charge aujourd'hui au tribunal fédéral de Brasilia de reprendre ces dossiers. D'après les sondages, Lula, lui seul, peut vaincre Jair Bolsonaro en 2022.

Faillite économique

Pantin d'une droite qui a instrumentalisé la lutte anticorruption pour discréditer la gauche, faute de pouvoir l'emporter par les urnes, Jair Bolsonaro est aujourd'hui cerné de toutes parts. Le week-end dernier, un manifeste lancé par des personnalités comme le chanteur Chico Buarque et l'ancien ministre des Affaires étrangères Celso Amorim, imputait à l'actuel chef de l'État la responsabilité de « l'effondrement du système sanitaire » dans un pays devenu l'épicentre mondial de la pandémie de Covid-19. Même déroute sur le terrain de l'économie : « Le Brésil est en faillite. Je ne peux rien faire », avouait-il au début de l'année. Pendant ce temps, les fils du président, associés de près au pouvoir, sont tous deux inquiétés par la justice qui les soupçonne de détournements de fonds publics, d'appartenance à une organisation criminelle et d'implication dans l'assassinat de Marielle Franco, élue de Rio de Janeiro et militante LGBT.

Lula favori de la présidentielle

D'après une étude de l'institut Intelligence in Research and Consultancy, parmi dix candidats potentiels à l'élection présidentielle, seul Lula serait en mesure de vaincre Jair Bolsonaro, avec 50 % des intentions de vote, 12 points devant le président sortant. La partie n'est certes pas gagnée : la gauche, épuisée par les coups pris depuis le coup d'État institutionnel contre Dilma Rousseff, est sortie affaiblie du scrutin municipal des 15 et 29 novembre 2020. Autant dire que tout reste à faire.

Roger Rio

Bâtir la solidarité entre les peuples

Coopération internationale. Le comité de jumelage et d'amitié entre les habitants d'Alénia et ses partenaires ont finalisé le projet « eau et santé » dans le comté de Baringo au Kenya.

Prospection sur le terrain, pourparlers avec les communautés locales, négociations avec les autorités politiques et transactions avec les entreprises kényanes, ont abouti à la construction d'un réservoir d'eau de 100 m³ relié à 11 kilomètres de réseaux pour alimenter quatre kiosques de distribution d'eau avec abreuvoirs attenants et l'édification d'une maternité. Inscrit dans un contexte où le manque d'eau oblige femmes et enfants à aller chaque jour chercher de l'eau insalubre dans les rivières, qui sème la mort et les maladies avec son lot de conséquences économiques et sociales, trouver des solutions à long terme dans un comté envahi de poussière où la température frise journallement 40°, était humainement nécessaire pour limiter la détresse des communautés de Marigat, Ilchamus, Eldume et N'Tepes. Grâce à l'investissement humain du comité de jumelage et de la commune d'Alénia sur plusieurs années, à l'expertise des techniciens de l'eau de la communauté de communes Sud-Roussillon et de l'association Électriciens sans frontières assistés de Kényans volontaires, 4000 habitants bénéficient aujourd'hui d'un accès à une eau « buvable » et d'une maternité qui sera équipée par le ministère de la Santé kényan.

Construire un monde plus juste et solidaire

A mi-séjour, dans le cadre des Tandems Solidaires Occitanie Coopération, six adolescents de l'espace jeunesse d'Alénia et leur animateur ont rejoint la mission déjà sur place. Avec les élèves de Rabaï qui ont apporté leur pierre à l'édifice, ils ont réalisé une mosaïque inspirée des dessins des écoliers alényanais sur une fontaine offerte à l'école et planter des végétaux. Le comité de jumelage se chargeant de



Inauguration par J. Pumareda, président du Comité de jumelage, et du ministre de l'Eau du Kenya.

remettre aux enseignants des fournitures scolaires et de la nourriture achetées sur place. Les jeunes Français se sont ensuite rendus dans la classe de français du lycée de jeunes filles de Naivasha avec qui le club Unesco du Lycée Jean Lurçat de Perpignan entretient des échanges depuis 2013. Cette année 2021, la délégation française aura eu le plaisir de participer à l'inauguration de la station de pompage et des points d'eau en présence des autorités locales et l'ambassade de France. Une ambiance festive avec chants et danses a rythmé la cérémonie.

Ce projet global est le plus important du comité alényanais avec un budget de 300 000 euros financés de France par ses fonds propres, par la commune d'Alénia, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Agence de l'eau, la Région Occitanie-Pays Catalans, le Département des Pyrénées-Orientales, la Fondation Véolia et des dons de particuliers et au Kenya, par les communautés locales, les autorités administratives, les ministères de l'Eau et de la Santé et de l'ambassade de France.

Ray Cathala

ESPACE PISCINE

CONSTRUCTION & ENTRETIEN DE PISCINES

Zone Artisanale La Colomina
7 Rue Louis Noguères
66200 ALÉNYA

www.espacepiscine.com
Tél. 04 68 21 69 11 Fax 04 68 37 51 24 espacepiscine66@gmail.com

École 42, du vent !

Éducation. *Que penser du projet d'école qui s'implanterait aux Dames de France ?*

On savait que 66 était un chiffre magique : nous savons tous pourquoi. Mais nous ignorions que 42 était plus magique encore puisque, grâce au projet d'école 42, nous allons devenir quasiment une annexe de la Silicon Valley. Ne riez pas, sous l'égide de la communauté urbaine, de la chambre de commerce, les Dames de France devrait devenir le site où l'école 42 allait s'implanter.

C'est quoi, l'école 42 ?

L'école 42 est une formation en informatique qui repose sur une pédagogie révolutionnaire unique. Elle a plusieurs sites en France et à l'étranger. Elle a le vent en poupe. Elle a été fondée en 2013 par Xavier Niel, patron de *Free* et accessoirement du *Monde*, grand financier devant l'éternel. Elle fonctionne sur le mode participatif, aucun diplôme pour entrer et aucun à la sortie. Elle est gratuite, pas de cours, pas

de professeurs. Perpignan postule au seul site programmé dans le midi. Et certains politiques locaux y voient la chance de leur mandat actuel ou futur : associer leur nom à une initiative qui devrait décoiffer. Aliot semble en rêver, mais il n'est pas le seul. Ils pensent vendre du vent, au pays de la tramontane, normal, non ?

Les initiateurs en question (Niel et d'autres), qui ne sont ni des philanthropes, ni des bienfaiteurs de l'humanité, négocient le bout de gras, c'est-à-dire l'argent que les collectivités locales, les pouvoirs publics mettraient dans le projet. Un budget prévisionnel de plus de 8 millions d'euro. En clair il s'agirait de faire financer par des subventions publiques une école privée qui devrait recevoir ses premiers candidats en octobre. Ils devraient être 150 à terme.

Et bien sûr, comme ces gens-là ne travaillent que pour leurs pommes, ils n'ont aucun souci d'une quelconque articulation, complémentarité avec l'Université de Perpignan, avec le pôle numérique du Soler. Et pourtant des gens travaillent ici pour développer dans le cadre du service public localement une école d'ingénieurs, qui propose des formations diplômantes, qui fait ses premiers pas dans un contexte difficile où les budgets publics sont réduits à la portion congrue. L'école 42 réduirait à néant tous les efforts consentis. Pour le remplacer par un mirage !

Il est heureux que des interventions de la présidente de région Carole Delga, de Nicolas Garcia, vice-président du conseil départemental, et du sénateur Calvet remettent à leur place les instigateurs de ce qui, aujourd'hui, ne peut apparaître que comme une supercherie.

J-M.P.

Après les Labos de Big Pharma et les petits cadeaux aux grosses boîtes, Xavier Niel aussi réclame des crédits publics pour ses profits privés



Pourtant, que la montagne est belle !

Désertification. *Dans les hauts cantons, les écoles sont sacrifiées comme tous les services publics.*



La faute à « pas de chance » ? Cette année, pour le Capcir, la Cerdagne et le Conflent, on enregistre une fermeture de classe à Vernet-les-Bains et la fermeture de l'école de Fontpédrouse (5 élèves). On peut interroger les critères très mathématiques ne tenant pas compte des spécificités locales qui conduisent à ces décisions. Il ne faut pas se cacher la réalité : il y a de moins en moins d'enfants d'âge scolaire dans le Conflent car il attire de moins en moins les jeunes couples.

Un responsable de l'association La terre, c'est vos oignons disait à une réunion d'information sur le PLUI à Prades que « si on veut que des jeunes agriculteurs s'installent, il faut que le territoire soit attractif avec des écoles et des services publics ». La trésorerie de Villefranche-de-Conflent a fermé il y a quelques années. Le centre des Finances de Saillagouse fermera en 2022. Celui de Mont-Louis et même celui de Prades sont menacés. Beaucoup de bureaux de Poste sont en sursis. Les municipalités voient leurs compétences passer aux communautés de communes.

Pourtant, ces territoires ne manquent pas d'atouts : stations climatiques, thermales, activités sportives et de loisirs, activités agricoles possibles... Les développer pourraient créer des emplois et amener des enfants en nombre suffisant pour maintenir des classes et des écoles ouvertes. Pour cela, il faudrait une politique économique centrée sur les besoins humains.

Ève Gerbault

L'Éducation nationale n'a pas retenu les leçons de la pandémie

Éducation. *Vendredi 12 mars, deux instances de l'Éducation nationale se sont réunies pour préparer la rentrée 2021.*

Après une rentrée 2020 dégradée par la crise sanitaire et la valse hésitation du ministre de l'Éducation nationale, l'heure était à la préparation de la rentrée 2021. La matinée du vendredi 12 mars a été consacrée au conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN). Présidée par le préfet et la présidente du conseil départemental, cette instance réunit les organisations syndicales des personnels de l'Éducation, les représentants de parents d'élèves, les représentants des maires du département, de la ville de Perpignan et du conseil départemental. L'objet de ce CDEN était de valider

ou non les ouvertures et fermetures de postes dans les écoles, actées lors du comité technique du 2 mars (cf. TC n°3872), jugées par la FSU et FO comme totalement inadaptées aux besoins. Visiblement leurs analyses ont convaincu la majorité des membres du CDEN, puisque le projet n'a recueilli que deux voix pour, celles des représentants de l'UNSA. douze ont voté contre le projet, dont un membre du CD, et la mairie de Perpignan s'est abstenue ainsi qu'un autre membre du CD.

L'après-midi du même jour s'est tenu le comité technique préparant la rentrée 2021 dans les collèges du département.

Pour 188 élèves de plus, ce sont 209 heures qui ont été allouées. Mais surtout ces heures ont été totalement distribuées en heures supplémentaires et non en postes.

Rentrée des collèves

Ce qui favorise des bouts de poste un peu partout, augmente le nombre de compléments de service sur deux établissements pour les enseignants ou allonge la durée de leur service. Concrètement, pour 26 créations de postes proposées, 29 sont supprimés dont 12 sont occupés. Le département perd donc 3 postes d'enseignants en collège alors que les

effectifs des élèves augmentent !

Après de longs échanges où les représentants des personnels ont combattu cette logique comptable, les organisations syndicales FSU, FO, SNALC et UNSA ont voté contre à l'unanimité obligeant le DASEN à convoquer un nouveau CTSD le vendredi 19 mars.

Les dotations en collège confirment donc la politique de restriction budgétaire dans les écoles alors que la pandémie a mis au grand jour les difficultés de l'Éducation nationale et aurait dû a contrario favoriser un investissement massif.

Anne-Marie Delcamp

Manifestation au pont-frontière de Riu Major

Dimanche 14 mars, plusieurs centaines de participants venus des deux côtés de la frontière se sont retrouvés au pont de Riu Major. La frontière entre Coustouges et Tapis, Haut Vallespir et Alta Garrotxa, y est fermée par des blocs de béton que la préfecture a fait déposer sur la route.

Les interventions d'élus de part et d'autre se sont succédées, maires, députés et sénateurs, avec lectures de messages de ceux qui ne pouvaient être présents, ceux qui ne se sont pas manifestés étant les tenants de positions politiques bien connues. Tout le monde ou presque donc, s'accordant pour dénoncer le caractère purement spectaculaire de la mesure, qui ne pénalise que les habitants de la zone transfrontalière, alors qu'elle est sensée empêcher, au gré de déclarations successives, le passage des trafiquants, des clandestins ou encore de la covid... sûr que les uns et les autres doivent être terrorisés, d'autant qu'il suffit de taper une demande d'itinéraire sur une application bien connue pour trouver une piste carrossable qui permet le passage...

Quico Sabater



Début de victoire au McDo

Dans un TC précédent, avait été évoqué la situation des salariées espagnoles du McDo de Bourg-Madame, licenciées pour inaptitude et qui n'arrivaient pas à percevoir leur indemnité maladie.

L'une d'entre elles vient de recevoir 4 000 euros bloqués depuis le mois de juin dernier sous prétexte qu'il s'agissait d'une étrangère possédant un numéro de sécu provisoire. Le dossier était suivi par un responsable CGT (démarches multiples auprès d'une avocate spécialiste des droits de l'homme et de salariés de la sécu). L'indemnité maladie a enfin été versée à sa destinataire. D'autres cas devraient être bientôt réglés.

Cet exemple montre, s'il en était besoin, l'importance de créer des structures syndicales adaptées, là où travaillent des salariés transfrontaliers. Certains patrons locaux ont vite fait de jouer sur les différentes législations du travail.

E. G.

- annonces légales - annonces légales - annonces légales -

JENNIFER SCI au capital de 1000€ Siège social: 1 Bd De La Cote Radieuse 66140 Canet-en-roussillon 808964167 RCS PERPIGNAN. L'AGE du 03/03/2021 a décidé de nommer gérant Jennifer Morisson, 32 Avenue Jean Giraudoux 66100 Perpignan pour une durée indéterminée, en remplacement de Philippe Morisson démissionnaire. Dépôt RCS PERPIGNAN.

AVIS DE CONSTITUTION

SAS LES PATIOS CATALANS 66
Société par actions simplifiée
Au capital de 1 000€
Siège social : 3 boulevard de Clairfont,
NATUROPOLE, Bât.H
66350 TOULOUGES

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 05/03/2021, il a été constitué sous la dénomination sociale LES PATIOS CATALANS 66 une société par actions simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et de sociétés

Objet social :

L'activité de Maîtrise d'œuvre.

Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Le capital social s'élève à la somme de 1 000 euros, il est divisé en 100 actions de 10 euros chacune, entièrement souscrites et libérées à hauteur de 1 000 euros.

Présidence : M. ARASA Luc, né le 16/12/1959 à PERPIGNAN (66), nationalité française, demeurant : 22 chemin de la Carrerade 66540 BAHO est désigné en qualité de Président.

Directeur Général : M. PUIGSEGU Alain, né le 23 mai 1960 à BREST (29), nationalité française, demeurant : 36 rue de la Jonquera 66000 PERPIGNAN est désigné en qualité de Directeur Général.

La société sera immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Perpignan.

Pour avis et mention,

Etude de Maîtres Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER, Jérôme de ZERBI, Notaires associés à PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales), 44 Rue Hector Guimard

AVIS DE MODIFICATION

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 23 décembre 2020, la société civile immobilière SCI M.M., au capital de 1.450,00 Euros dont le siège social est à BAHO (66540), 8 Chemin de la Carrerade, et immatriculée au RCS de PERPIGNAN sous le numéro SIREN 521 863 233, il a été décidé de transférer à compter du 23 décembre 2020, le siège social de la société à MOMAS (64230), Cami de Pipa Outou.

Elle sera immatriculée au RCS du greffe de commerce de PAU (64000).

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

La société a été constituée pour une durée de 99 années.

La société a pour objet : l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Et il a été décidé de modifier la gérance :

Ancien Gérant :

Madame Monique TAUPENAS épouse BARBE demeurant à BAHO (66540), 8, Chemin de la Carrerade.

Nouvelles Co-Gérantes :

Madame Carine BARBE épouse ROCHER demeurant à MOMAS (64230), Cami de Pipa Outou.

Madame Muriel BARBE demeurant à CANET-EN-ROUSSILLON (66140), 10, Rue Promenade Charles Trenet, La Marende Sud.

Mention sera faite un RCS de PERPIGNAN.

Pour avis

Le Notaire

AVIS DE CONSTITUTION

PRIVILEGE BEEF
Société par actions simplifiée unipersonnelle
Au capital de 10 000€
Siège social : 5 avenue Maréchal Joffre
66000 PERPIGNAN

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 31/01/2021, il a été constitué sous la dénomination sociale PRIVILEGE BEEF, enseigne : DON TAPAS une société par actions simplifiée unipersonnelle présentant les caractéristiques suivantes :

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et de sociétés

Objet social :

La création, l'acquisition, l'exploitation de tous fonds de commerce de restauration rapide, snack, tapas, la vente et la livraison de plats à emporter.

Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Le capital social s'élève à la somme de 10 000 euros, il est divisé en 100 actions de 100 euros chacune, entièrement souscrites et libérées à hauteur de 10 000 euros.

Présidence : M. OUADAH Sofiane né le 09 juillet 1990 à PERPIGNAN (66), nationalité française, demeurant : 8 rue des Loriots 66000 PERPIGNAN est désigné en qualité de Président.

La société sera immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Perpignan.

Pour avis et mention,

RECTIFICATIF

Sur l'annonce publiée dans le Travailleur Catalan N° 3870 concernant la SARL La Batteuse.

Le SSP est à notifier en date du 26/02/2021 en lieu et place du 02/02.

Suivant un acte sous seing privé en date du 9 mars 2021,

La société CARREFOUR PROXIMITE FRANCE, Société par Actions Simplifiée au capital de 47.547.008 Euros, ayant son siège ZI Route de Paris 14120 MONDEVILLE, immatriculée au Registre du Commerce et Sociétés de CAEN sous le numéro 345.130.488 a donné en location gérance à

la société DOUBLE C90, Société A Responsabilité Limitée au capital de 8.000 euros, ayant son siège à LE BARCARES (66420) 16/18 Place de la Martinique, Immeuble Cap Coudalère, en cours d'immatriculation au Registre du Commerce et Sociétés de PERPIGNAN.

un fonds de commerce d'alimentation générale de type supermarché avec possibilité de snacking, avec ou sans consommation sur place sis et exploité à LE BARCARES (66420) 16/18 Place de la Martinique, Immeuble Cap Coudalère, sous l'enseigne CARREFOUR EXPRESS.

Le présent contrat est consenti pour une durée déterminée à compter du 9 avril 2021 pour se terminer le 31 octobre 2021 inclus.

A l'expiration de cette période, le présent contrat prendra fin automatiquement.

AVIS DE PUBLICATION

**constant la vacance d'immeubles
Commune de NYER - EN**

L'arrêté municipal du 09 mars 2021 n° 01/2021 a constaté que les parcelles cadastrées non bâties section A : 565 lot 01 - 592 - 790 - 831 lot 01 - 1196 - 1197 lot 01 - 1201 lot 01 - 1209 lot 01 - 1260 lot 01 - 1264 lot 01 - 1271 - 1275 lot 01 - 1278 lot 01 - 1280 - 1441 - 1442 lot 01 - 1444 - 1445 lot 01 - 1446 lot 01 - 1447 lot 01 - 1450 lot 01 - 1451 lot 01 - 1452 lot 01 - 1453 lot 01 - 1456 lot 01 - 1468 - 1471 lot 01 - 1472 lot 01 - 1473 - 1527 - 1528 - 1641 - Section B : 115 lot 01 - 195 - 211 - 226 lot 01, situés en différents endroits sur le territoire de Nyer, dernier propriétaire connu Service des Domaines.

La parcelle cadastrée section A : 343 lieu-dit le village, dernier propriétaire connu PRATS Amédée.

Les parcelles cadastrées A : 1092. las Embriagues et section B : 44 lo Soula, dernier propriétaire connu PAGES Barthélémy.

Il a également précisé que la procédure d'attribution à la commune des immeubles présumés sans maître, prévue par l'article L. 1123-3 du code général de la propriété des personnes publiques, était mise en œuvre.

Cet arrêté peut être consulté en mairie aux jours et heures d'ouverture :

lundi - mardi - jeudi et vendredi de 9h00 à 12h00, il est également affiché à l'entrée de la mairie.

Fait à Nyer, le 15 mars 2021

Le maire, André ARGILES

AVIS DE CONSTITUTION

SASU SAMUEL
Société par actions simplifiée unipersonnelle
Au capital de 100€
Siège social : 310 avenue Maréchal Joffre
66000 PERPIGNAN

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 28/02/2021, il a été constitué sous la dénomination sociale SAMUEL, enseigne HAUT VERNET COIFFURE, une société par actions simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et de sociétés

Objet social :

L'exploitation d'un salon de coiffure Hommes/Femmes, barbier. La commercialisation de tous produits ayant trait à cette activité. La vente directe aux particuliers, aux professionnels. Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Le capital social s'élève à la somme de 100 euros, il est divisé en 10 actions de 10 euros chacune, entièrement souscrites et libérées à hauteur de 100 euros.

Présidence : M. DANGREAU Nicodème, né le 23/05/1984 à PERPIGNAN (66), nationalité française, demeurant : 26 rue Albert Samain, 66000 PERPIGNAN est désigné en qualité de Président.

La société sera immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Perpignan.

Pour avis et mention,

AVIS DE CONSTITUTION

SAS BBB SHOP PERPIGNAN
Société par actions simplifiée
Au capital de 1 000€
Siège social : 15 boulevard Georges Clemenceau
66000 PERPIGNAN

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 12/10/2020, il a été constitué sous la dénomination sociale BBB SHOP PERPIGNAN, enseigne : BBB SHOP, une société par actions simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et de sociétés

Objet social : L'exploitation d'un pressing pour chaussures. La commercialisation de tous produits ayant trait à cette activité. La vente directe aux particuliers, aux professionnels.

Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Le capital social s'élève à la somme de 1 000 euros, il est divisé en 100 actions de 10 euros chacune, entièrement souscrites et libérées à hauteur de 1 000 euros.

Présidence : M. KASSOURI Nordine, né le 02/10/1990 à PERPIGNAN (66), nationalité française, demeurant : 10 rue Jean Esquirol 66000 PERPIGNAN est désignée en qualité de Président.

La société sera immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Perpignan.

Pour avis et mention,

Les intermittents ne lâchent rien

Pyénées-Orientales. Le mouvement contre l'incurie gouvernementale en matière de culture relaie l'occupation de l'Odéon à Paris.

Mardi 11 mars se tenait, devant l'Archipel, une assemblée générale initiée par le mouvement Intermittent 66, le Théâtre de l'Archipel et l'ensemble de ses salarié.e.s, l'APEIS et tous.te.s les personnes précaires, isolé.e.s. Il s'agissait, en soutien au mouvement d'occupation insufflé par l'Odéon, suivi par une succession de théâtres nationaux, de mettre en place dans le département, des actions « d'occupations itinérantes. »

Ces actions visent à soutenir l'ensemble des salles du département et, plus largement, la contestation actuelle contre les mesures antisociales du gouvernement.

Dans le communiqué qui a été acté, les personnels de culture et précaires estiment « qu'un déconfinement de la culture est urgent et nécessaire, ainsi que la reprise des activités ». Ils considèrent que « la précarité de plus en plus grandissante dans le pays est

insupportable et que ce n'est pas aux plus pauvres de payer et de supporter leur crise ».

Parmi les revendications exprimées, on note le retrait pur et simple de la réforme de l'assurance-chômage, un calendrier réaliste pour la réouverture des lieux culturels, une prolongation de l'année blanche pour les intermittents relevant des annexes 8 et 10, son élargissement à tous les travailleur.es précaires, un seuil d'heures minimum d'accès à l'indemnisation chômage pour les primo-entrant.es ou intermittents en rupture de droits, un financement du secteur culturel passant par un plan massif de soutien à l'emploi. Enfin, les signataires exigent, dans les plus brefs délais, une réunion du Conseil national des professions du spectacle (CNPS) avec le Premier ministre.

Les professionnels de culture comme toute la population sont appelés à soutenir ces occupations.

N.G.



Le Mouvement Intermittent 66 rassemblée devant le théâtre de l'Archipel.

Plusieurs rendez-vous sont donnés :

Vendredi 19 mars de 10h à 17h El Paseo à Peyrestortes, permanence sur l'emploi précaire et les intermittents.

Mercredi 24 mars de 10h à 17h au Palais des congrès à Perpignan. De 11h à 12h : conférence de presse à l'intérieur de la salle avec une délégation mouvement intermittent 66, des membres de l'APEIS et la CGT spectacle.

Vendredi 26 mars de 10h à 17h Caves Ecoiffier à Alénia. De 11h à 12h : conférence de presse à l'intérieur de la salle avec une délégation mouvement intermittent 66, des membres de l'APEIS et la CGT spectacle.

Contacts : Lucie 06 32 25 11 46 ; Pascal : 06 12 82 73 87.

L'USAP vers un printemps radieux

Rugby. En battant Provence Rugby (42-3) avec bonus offensif, les Catalans confortent leur place de demi-finaliste.

Même si les Sang et Or ont laissé en route de nombreux points par précipitation, par maladresse, force est de constater que la machine catalane commence à atteindre un très bon régime de croisière. Sadek Deghmache, demi de mêlée qui monte en puissance, déplore « encore du déchet », mais est heureux de la victoire des siens à la fin de ce bloc « très usant ». Avec calme et sérénité, Gérald Bastide, maître ès défense, rappelle que « l'USAP avait, en début de bloc, fait un gros travail physique pour préparer la fin du championnat et maintenant l'équipe va prendre une pente ascendante ». Trop de fautes de mains ont encore été commises par les hommes du capitaine Mathieu Acebes, mais le jeu appelle faute et du jeu, les Catalans n'ont pas été avares d'en pro-

duire. Si chaque action avait abouti, le score aurait pu avoisiner... les 80 points. « Jouer après contact, faire des offloads, retrouver des automatismes, mettre du rythme » se réjouit Sadek, ingrédients fréquemment utilisés dans la sauce catalane depuis la victoire à Oyonnax. Si l'arbitrage vidéo n'était pas intervenu aussi souvent, ce match aurait pu être une référence en terme de rythme. À la fin du siècle dernier, lors d'un placage tampon, le public rugissait de plaisir. De nos jours, arbitre, staff criant à l'attentat, font appel, pour le moindre détail, au vidéo arbitrage. Parfois quinze minutes par match d'arrêts au détriment du jeu. Vraiment dommage !

L'USAP, reine des mathématiques

Ce bloc s'achève. Les Catalans ont aligné un 5 sur 5 dans le domaine des victoires, certaines engendrées dans la douleur, les deux dernières à Oyonnax et à casa contre Provence Rugby étant de loin les plus abouties. Six essais inscrits contre les Aixois, tous transformés, auront permis aux enfants du primaire de réviser leur table de 7. Les matchs de ce bloc auront aussi permis aux sang et or de rééquilibrer leur moyenne JIFF. De vrais mathématiciens !

Avec la défaite à domicile des Biarrots face à Oyonnax, l'USAP a réalisé une... bonne opération, creusant un écart de

12 points sur le troisième Biarritz.

Première fois que les Catalans, lors de leurs saisons Pro D2, enregistrent autant de victoires avant la 24e journée et totalisent 84 points en 23 journées. Titiller les 110 points ne paraît pas illogique ! Première fois aussi que l'USAP, cette saison, l'emporte avec un tel écart de points même s'il faut reconnaître que les Aixois sont, à l'inverse des Catalans, sur une pente descendante. Les Provençaux ont laissé trop de brèches dans lesquelles ont su s'engouffrer les porteurs du blason. « On adapte notre jeu en fonction de l'adversaire » admet le demi de mêlée qui a enregistré son 100e match sous le maillot de l'USAP, lors de la victoire en Haut-Bugey. « Un symbole ! » reconnaît le Cérétan engagé

pour deux saisons supplémentaires dans l'équipe de la capitale catalane.

L'USAP commence à mettre énormément de vitesse dans son jeu. Les Catalans, adeptes du jeu debout, assurent beaucoup de soutien au porteur du ballon. Et il est réjouissant de constater un minimum de déchets en particulier chez les trois-quarts avec des joueurs qui se trouvent facilement. George Tilsley, ailier natif de Papouasie-Nouvelle-Guinée, reconnaît que « l'USAP a fait de bonnes actions », mais, déclare, avec modestie, que son superbe essai est dû « à un peu de chance ».

Souhaitons donc que la chance ne quitte pas l'USAP jusqu'à la finale !

Jo Solatges



Cent matchs en Sang et Or pour Sadek Deghmache

Pépinière Horticole du Midi



FOURNISSEUR ET AMENAGEUR DE JARDINS

Jardinerie
Christian Coste
Tel 06 11 22 04 01

Etudes et Travaux
Nicolas Saint Martino
Tel 06 15 05 04 20

Chemin du Mas Bourrat 66000 PERPIGNAN

Fax : 04 68 34 57 98 web / www.pepiniere-phm.com

Tel : 04 68 51 32 07 mail / pepiniere-phm@wanadoo.fr

Tuer le monstre, sortie de résidence à la Casa Musicale

Action théâtrale. Dans une mise en scène de Frédéric Noguier, Timothée Lepeltier et Aurélien Pawloff ont interprété, devant créateurs et diffuseurs, une pièce de l'auteur écossais Matthew Mc Varish.

C'est un grand bonheur de se retrouver avec les gens de la troupe et ceux qui ont coutume de promouvoir le théâtre en divers lieux du département, seuls autorisés en ce moment à être présents, pour enfin voir une pièce en vrai. Avec l'espoir que bientôt le public pourra partager ce bonheur. Accueillis par la Casa musicale, les artistes du théâtre du Gecko, de Thuir, ont donc pu réaliser vendredi 12 mars leur sortie de résidence. Ecrite par l'Écossais, auteur, acteur et activiste Matthew Mc Varish, *Tuer le monstre* a été traduite par Frédéric Noguier qui la met en scène après un long temps de préparation. Une pièce dure, terrible, puissante, dont je n'ai aucune envie de vous dévoiler le thème tant j'ai apprécié le fait de l'aborder sans rien en savoir. Un homme arrive sur scène avec un sac à dos. Clair qu'il revient de voyage, sans doute de très loin. Il se laisse tomber au sol, hume l'air, prend longuement ses marques. Un autre homme arrive, son frère, demeuré sur place et qui vient d'assister à l'enterrement de l'oncle. Dès lors, un échange, difficile, âpre, tendu, s'instaure entre les deux frères,

révélant par à-coups et fortes ruptures, le redoutable sujet abordé. Un sujet terrible, au cœur de nos problèmes contemporains, appuyé sur un vécu qui se révèle lentement, dans une quête qui souvent se bloque, sur des aveux opposés à des réticences qui ne se dévoileront qu'au final. Le suspense est présent jusqu'au bout. Entretenu par le jeu des comédiens qui vont sans cesse se déroband ; entrecoupé même de longues scènes muettes où la gestuelle entretient le drame.

On a parlé de monstre. L'Écosse, un lac, facile d'imaginer. A moins que... le monstre ne soit pas celui qu'on croit. Que le monstre soit double, plus peut-être, capable de se démultiplier, qui sait ?

Que sont, qui sont les monstres ? Je n'ai toujours pas envie de vous le dire. Mais j'espère que bientôt vous pourrez en juger par vous-même car ce travail est magnifique, puissamment pensé et joué et qu'aussi rude qu'en soit le sujet, on en apprécie la force et la grande valeur.

Yvette Lucas



Tuer le monstre, une pièce dure et puissante mise en scène par Frédéric Noguier.

Crier l'art à pleins poumons, s'exprimer librement !

Culture. La galerie "La Gueulerie d'art" installée à Bages, créée par Jérémiah Baudrie, devient un espace d'effervescence artistique, ouvert à la liberté créative.

Née d'un heureux hasard et d'un coup de folie, la galerie La Geulerie d'art, a été créée à Bages par Jérémiah Baudrie, le jour où il a décidé, en 2018, de poser ses valises dans ce village. En découvrant une maison qui correspondait à ses attentes mais qui nécessitait quelques rénovations, Jérémiah, peintre lui-même, a eu l'idée de faire de sa maison un espace de libre expression artistique. Sur un coup de tête, il a proposé à une trentaine d'artistes de participer à une exposition simplement nommée *Expo avant réno*. Son habitation s'est transformée en véritable lieu d'effervescence artistique. Plus de 300 tableaux ont occupé les murs où les papiers peints ont pris une tout autre envergure, en recueillant les actions picturales de quelques graffeurs du département.

L'année suivante, il réitère l'expérience dans cette maison à moitié rénovée, qu'il nomme *Défense d'afficher* en référence à la loi de juillet 1881. Cette fois, ce sont 450 œuvres qui sont exposées. « Les artistes de la Gueulerie d'art, sont des coups de cœur. Il n'y a pas de limite



Peinture réalisée par Prooz, alias Steve Peiremans.

d'âge, ni le besoin d'être professionnel ».

Future résidence d'artistes

La maison devient un lieu où l'art prend vie et trouve sa place dans chaque pièce : hall d'entrée, salon, le long des escaliers et dans des lieux plus intimes,

toilettes, salle de bain et chambre. Arrive la covid, il en profite pour mieux structurer son espace, qui, de galerie improvisée, se transforme en véritable galerie inaugurée en juin 2020. Il décide d'y organiser des concerts un dimanche par mois qu'il baptise *Cada dia es domingo*. Puis viennent d'autres projets. En octobre

2020, l'exposition *Défense d'afficher*, regroupant une trentaine d'artistes, est exportée à la villa Hortensia, une bâtisse centenaire à Argelès-sur-Mer. « Cela a été un succès, malgré les restrictions sanitaires ».

La crise sanitaire toujours présente, l'espace est fermé au public. La Gueulerie d'art se projette vers un horizon plus large : devenir une association qui promeut les artistes plasticiens locaux, offrir un espace de création, héberger des artistes le temps d'un séjour en immersion dans le département. Jérémiah est plein d'espoir : « J'aspire à pouvoir m'exprimer librement et offrir cet espace de liberté d'expression. Actuellement, le fait de mettre le monde artistique dans l'ombre donne envie aux acteurs culturels de lui donner une nouvelle lumière. Je pense que, dès que les directives changeront, ce sera un feu d'artifice. »

Priscilla Beauclair

"La Gueulerie d'art", 1 impasse des roses à Bages.

<https://www.facebook.com/La-Gueulerie-dart-Bages-66-11139117288230>

Un César pour la mémoire...

Récompense. Inspiré du livre de Georges Bartoli sur son oncle Josep, dessinateur et combattant antifranquiste, le film d'Aurel, Josep, collectionne les prix, consécration avec le César 2021 du film d'animation. Retour avec Georges Bartoli sur une aventure à laquelle il a largement contribué.

Comment le dessinateur Aurel a-t-il rencontré Josep ?

C'est à Cabestany qu'a eu lieu la rencontre dans un salon du livre où Aurel présentait ses bandes dessinées. En flânant dans les allées il est tombé sur mon livre « *La Retirada* » qui venait de paraître et dans lequel je publiais de nombreux dessins des camps de concentration faits par mon oncle.

Aurel, qui n'avait rien à voir avec notre histoire, a été très marqué par ces dessins qui l'ont beaucoup fait réfléchir. La semaine suivante il me contactait pour en savoir plus sur mon oncle car il avait le projet d'en faire un film.

Avez-vous été confiant quant à la réalisation de ce film ?

J'ai eu un très bon feeling avec Aurel,

mais faire un film d'animation est un projet très compliqué... et Aurel n'en avait jamais fait ! Mais j'ai eu entièrement confiance en ce bonhomme dont on sentait la pugnacité. Et il lui en a fallu pour venir à bout de toutes les embûches, artistiques et financières.

Mais le résultat est là, un film remarquable avec un scénario extrêmement bien ficelé, des dessins magistraux, une musique envoûtante de Silvia Perez Cruz et les voix de Sergi Lopez, Bruno Solo, François Morel... et bien d'autres grands talents.

Au-delà du César, quelle est l'utilité de ce film ?

Ré-ouvrir une page d'histoire que la conspiration du silence avait refermée. Celle des conditions de l'arrivée en France de ces combattants de la

liberté vaincus, en partie du fait de la lâcheté des nations dont la nôtre. Ces gens-là ont reconstruit notre pays, s'y sont investis et ont embrassé les valeurs de notre République quand ses dirigeants la bafouaient. Ils ont contribué à libérer la France du nazisme.

Ce film est aussi une contribution poignante au débat sur l'accueil des étrangers aujourd'hui. Il contribue à faire changer le regard sur l'étranger, l'autre, qui ne doit pas être considéré à priori comme un adversaire, mais comme un apport bienvenu. C'est un peu le testament de Josep.

Propos recueillis par Eulalie Arabia

L'intégralité de l'interview est sur le site du TC.

Lire aussi page 10, TC n°3847 et page 10, TC n° 3321



Peintre et rebelle

Expo. Avec *66...femmes*, Dominique Wacquiez revendique avec panache une peinture de femme, genrée, pas gentille.

Dans le cadre de la semaine des droits des femmes, la Maison de la catalanité du conseil départemental accueille dans ses trois espaces *66...femmes*, une exposition de la plasticienne, Dominique Wacquiez. 66 œuvres, 66 images de femmes, une thématique unique déclinée de multiples façons.

Pourquoi, depuis des temps immémoriaux, a-t-on toujours représenté la femme en peinture comme victime, agressée, en extase ? Ce questionnement, qui taraudait et choquait Dominique Wacquiez, a suscité son entrée

en peinture. Un père peintre « pour lequel la peinture ne pouvait être associée à un destin de femme » a fait le reste. Les œuvres exposées illustrent magnifiquement la volonté de réhabiliter la femme dans l'art, de dynamiser injustices et inégalités. C'est une peinture résolument figurative qui parle, qui percute, qui frappe par sa capacité expressive. Une peinture que l'artiste revendique « *genrée, pas gentille.* »

Trois salles, trois manières, trois séries

Eros, d'abord, où Dominique Wacquiez revisite des toiles anciennes pour déconstruire cette femme victimisée qu'elles montrent. Ensuite, l'artiste se lâche, jouant la provocation pour s'attaquer à l'image de la femme dans certaines publicités, à l'excision, au bondage... Toiles à l'humour noir, joyeux massacre de poncifs, collage, une autre approche du corps féminin.

Moment de douceur, la salle au centre présente un ensemble de portraits de femmes, de beaux visages cernés d'or et de fleurs, d'autres plus tristes, d'autres telles des photos en noir et blanc, l'un accolé à un crâne. Dans la dernière salle, les traits sont nets et affirmés, l'or se mêle au noir et blanc de rayures, de zébrures, sur ces toiles dans des postures acrobatiques, la femme resplendit, jubile, s'émancipe, s'assume pleinement.

Grande variété d'expression, grande variété de matière, huile, acrylique, les deux, Dominique Wacquiez « ne s'interdit rien ». L'accrochage, épatant, traduit un cheminement, en écho au pari, réussi, de l'artiste « faire



Peinture sur le thème de l'excision.

des tableaux qui racontent une histoire. »

L'exposition est à voir sur le site du conseil départemental en attendant le jour que l'on espère proche de la réouverture de la Maison de la catalanité.

Nicole Gaspon

site : <https://www.ledepartement66.fr/agenda/exposition-66-femmes-dominique-wacquiez/>



Dominique Wacquiez, artiste plasticienne.

En Català



Camins de travessia?

- Què, com va anar la trobada de Riu Major diumenge darrer?
- Molt bé home! No

faltava gairebé cap batlle dels pobles d'una banda i altra de la frontera...

- Gairebé?

- Sí, d'una manera un xic estranya no hi havia el batlle de Sant Llorenç de Cerdans.

- Tanmateix es va mostrar molt content quan es va posar en plaça l'autobús que permet als veïns del Vallespir i la Garrotxa de passejar-se dels dos costats...

- És això que és estrany: de fet, amb la carretera tancada, no serveix de res. De totes maneres, més enllà dels polítics que hi eren o no hi eren, absents que han fet llegir un missatge o que han jugat a l'ànec mut, lo més simpàtic era tota la gent d'allà i de més enllà, l'ambient festiu, els dinars després a la vora de la carretera...

- I que van dir els que varen prendre la paraula?

- Lo que s'esperava és clar. El fet que el tancament sigui una cosa tan estúpida, i clarament feta només per demostrar que el govern fa lo que cal per disminuir el risc que les traficants de droga entrin a França..

- O els migrants clandestins

- O la covid! Totes aquestes raons han servit i canviat si cal d'un dia a l'altre...

- Si convé la idea és de demostrar als catalans qui mana...

- El que és segur és que la gent que necessita anar d'un costat a l'altre de la ratlla, sigui per raons econòmics, familiars o altres, ja no pot fer-ho

- Bé, queda la possibilitat de sempre: no passar pel punt de control, sinó per un dels mils camins de muntanya...

- Per allà on des de sempre han passat els fugitius polítics i els contrabandistes!

- Nota que els mitjans moderns cambien aquestes dqdes; un amic s'ha adonat que en una d'aquestes aplicacions d'avui que t'informen sobre el trànsit, si preguntes com anar de Maçanet de Cabrenys a Costoja, te dona un camí per una pista, menys confortable que la carretera enquitranada, mes que permet passar...

- Ostres, massa fàcil, totes les tradicions es perden!

C&C

La cible sera unitaire ou ne sera pas

Les bruissements deviennent de plus en plus intenses, le vent de l'unité se remet à souffler, irrégulièrement certes, pas partout, mais dans certains arbres, les feuilles s'agitent. Dans les départements, dans le nôtre ainsi, dans les régions, dans la nôtre aussi, pour les présidentielles, des initiatives existent pour en parler.

L'unité, vieux rêve inextinguible de peuples en souffrance. El pueblo unido jamas...

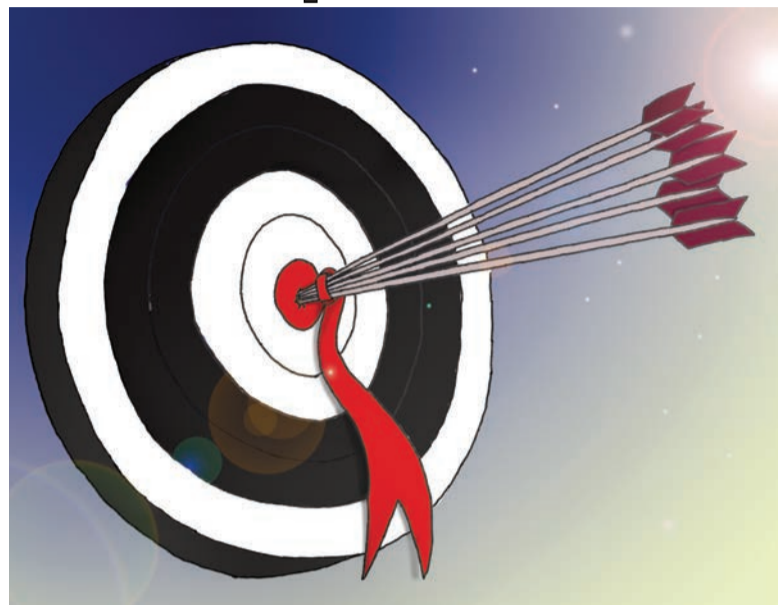
L'unité, rappels sensibles de moments d'histoire qui nous ont fait faire quelques pas en avant...

L'unité du « *tous ensemble-tous ensemble-tous ensemble ! Wouais !* » de 1995 qui ne nous rajeunit pas, mais que nous n'oublions pas.

L'unité, la seule qui me concerne, elle est à gauche, à gauche toute ou presque, elle n'embarque que ceux qui ont l'ambition de secouer les cocotiers pour en faire tomber quelques fruits aptes à nous désaltérer.

En face

En face, la droite se satisfait d'une unité de façade qui cache souvent, sous le tapis, des duels fratricides. Elle se sert de l'unité pour occuper le terrain, se répartir les fromages et servir ses mentors, ses financiers, sa famille de puissants en tous genres, quoi ! En n'étant jamais très regardant sur la morale et les tripatouillages avec le pognon public. Bien sûr il faut faire croire au bon peuple que l'on fait ce qu'on peut et surtout qu'on ne l'oublie pas. Mais comme le bon peuple n'y croit pas trop, on lui propose dans le paysage un produit un peu faisandé (dit national), qui ne sent pas toujours bon, qui peut satisfaire la xénophobie ambiante, les égoïsmes forcenés et tous les racismes que génèrent les peurs d'un étranger qui nous volerait notre oxygène.



Les droites ont ainsi leur fonds de commerce, elles tentent de reconquérir le terrain perdu, comme dans les P.-O. aux départementales, comme en Occitanie pour les régionales et s'imaginent pouvoir, en 2022, comme avant, nous refaire le coup d'un choix soi-disant démocratique entre la peste blonde d'une ignorante sans culture et sans éducation et le choléra BCBG d'un énarque jupitérien assoiffé de pouvoir.

En sortir

En sortir, pas un peu, pas par un seul changement de personnels politiques, pas par un ravalement de façade, pas par des phrases ronflantes et sans conséquences. En sortir par des mesures tangibles : mesures politiques pour réinventer une vraie démocratie dans ce pays, mesures sociales pour un véritable droit au travail, à la protection sociale, mesures économiques pour un partage équitable des richesses dans une production reconstruite, mesures écologiques qui préservent notre avenir naturel.

Un impératif

La restauration de l'État, de ses services publics, de ses prérogatives

doit devenir une donnée de fond (pas seulement en temps de pandémie). C'est une reconstruction politique qui se joue là : elle ne saurait résulter d'accords rapides et circonstanciels entre formations et personnalités où chacun voudrait rafler la mise à son profit et placer pour un temps ses ouailles. Les départementales, les régionales prépareront la présidentielle sous l'égide, ou non, de l'union...

Ne pas saisir la profondeur, la complexité de la situation à prendre en compte, avant les échéances électorales qui se présentent, aboutirait à rater une cible et à ne pas répondre à un impératif de changement profond qu'appelle la situation présente. L'attente d'un jour d'après différent, y compris avec ce qu'il peut avoir d'utopique, est une nécessité de l'heure : ce n'est pas la capacité à supporter avec civisme une situation difficile qui doit nous conduire à l'oublier.

Les forces politiques qui ambitionnent de travailler à une réelle transformation sociale ont intérêt à le garder en tête pour en mesurer tous les enjeux et ne pas décevoir un peuple qui n'attend que ça.

Jean-Marie Philibert



Habilité à la parution de vos **annonces légales**.
Contactez-nous par mail : legales@letc.fr

Plus d'articles à découvrir sur le site www.letc.fr

suivez-nous sur



ràdio @rrels